

CONFERENCE INFOS

Savoir social et élaboration des politiques internationales: Etude des liens

Rapport de la Conférence de l'UNRISD
20–21 avril 2004, Genève

Ce document est la traduction en français de la publication de l'UNRISD *Social Knowledge and International Policy Making: Exploring the Linkages* (Conference News, UNRISD/CN14/04/2, October 2004). La version française n'est pas une publication formelle de l'UNRISD.

Introduction

A propos des institutions des Nations Unies et de leurs activités de recherche, on entend souvent demander si le savoir qu'elles génèrent sert à l'élaboration des politiques internationales. Ceux qui posent cette question s'interrogent implicitement sur l'utilité pratique, la qualité, la diffusion et l'impact des recherches.

- Les chercheurs traitent-ils des questions et problèmes qui intéressent les responsables politiques?
- Les conclusions des recherches parviennent-elles jusqu'aux responsables politiques et influencent-elles leurs décisions, au niveau tant international que national?
- Qui fait des recherches à l'ONU? Quelles interactions y a-t-il entre les recherches commanditées par des institutions internationales et bilatérales et les chercheurs des pays en développement et quel retentissement ces travaux ont-ils sur le programme de recherche de ces derniers?
- Les recherches de l'ONU sont-elles suffisamment indépendantes et critiques?
- Peuvent-elles ajouter quoi que ce soit à celles qui sont entreprises dans les institutions de Bretton Woods (IBW), les universités et les organisations non gouvernementales (ONG)?

Ces questions partent *souvent* d'un postulat erroné, à savoir l'existence d'un lien direct ou sans équivoque entre savoir et politique. Pour comprendre quelle influence les recherches peuvent exercer sur la politique, il faut examiner comment la relation passe par le jeu politique, le discours, la subjectivité et l'apprentissage. Il est aussi important de comprendre quelles retombées peuvent avoir des tendances nouvelles au sein des institutions telles que le travail en réseau, la conclusion de partenariats public-privé, les "institutions du savoir" et l'apprentissage organisationnel.

Pour approfondir ces sujets, l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) a organisé une conférence de deux jours, consacrée à l'étude des rapports entre les recherches, le militantisme et l'élaboration des politiques en matière de développement social. La Conférence, qui marquait aussi le 40^{ème} anniversaire de l'UNRISD, s'est employée à évaluer l'apport intellectuel des recherches de l'ONU; leurs répercussions sur l'élaboration des politiques; les aspects techniques liés à leur utilité pratique, à leur coordination et à leur diffusion; la nature des liens entre les recherches pour le développement international et les milieux universitaires et militants, en particulier dans les pays en développement, ainsi que le sort présent et futur de recherches indépendantes et critiques dans le système des Nations Unies. Le présent rapport résume l'essentiel des discussions en s'inspirant à la fois des exposés verbaux et des contributions écrites. Le programme de la conférence et la liste des conférenciers et des présidents figurent en fin de rapport.

Pour un renouveau du pluralisme intellectuel

Emma Rothschild a ouvert la conférence en rendant hommage à l'UNRISD, qui s'efforce de modeler la pensée sur le développement social dans le système des Nations Unies et au-delà et qui le fait en établissant et en cultivant les liens entre intellectuels du Nord et du Sud. Le travail de l'Institut remet implicitement en cause la tendance, tacite dans certains milieux, à réserver l'analyse pour le Nord et à laisser au Sud le travail de terrain ou les études de cas. L'UNRISD, qui contribue à nourrir de ses idées l'univers intellectuel du système des Nations Unies, a montré que le développement était social dans toutes ses dimensions, autant qu'économique, et a ainsi marqué la conception qu'en a le monde contemporain. Au moment où l'ONU voit s'alourdir ses responsabilités mondiales et son rôle se complexifier, la réflexion critique devient plus nécessaire et importante encore.

Développant ce thème, Thandika Mkandawire a souligné combien l'UNRISD tenait à ce que ses travaux ne soient pas seulement académiques mais aient aussi une incidence sur les politiques. On dispose aujourd'hui des moyens techniques nécessaires pour rendre les recherches accessibles aux responsables politiques. Toutefois, la réceptivité de ces derniers dépend de leur culture politique et des mécanismes institutionnels en vigueur. Organe autonome ancré dans le système des Nations Unies, l'UNRISD jouit d'une liberté considérable pour choisir ses thèmes de recherche et ses méthodologies et peut faire connaître et légitimer des analyses indépendantes sans se laisser influencer par des idéologies partisans ou politiques. Il ne prétend pas, toutefois, que ses recherches sont tout à fait à l'abri de ce genre de pressions, et sont insensibles aux questions de ceux qui sont écoutés et de ceux qui sont réduits au silence. Il peut donc s'intéresser à des questions controversées ou politiquement sensibles, mais en restant toujours attaché à la qualité scientifique et au pluralisme intellectuel. Il cherche à mobiliser les chercheurs sur des questions qui présentent de l'importance pour les politiques et peut contribuer à faire découvrir à un large public international les travaux de certains chercheurs. Des questions demeurent, toutefois, sur l'influence que les recherches de l'ONU en général exercent sur les thèmes de recherche du Sud et sur la façon dont elles marquent les politiques et programmes sur le terrain et en sont elles-mêmes modifiées.

Dans son discours liminaire, José Antonio Ocampo a fait valoir que si les idées ont *effectivement* leur importance, en particulier lorsqu'elles ont le soutien d'institutions, le savoir est profondément marqué par l'idéologie et les intérêts et donc influencé par de multiples facteurs concurrents, étrangers en soi aux idées. Autrement dit, viennent se greffer sur les idées des processus régis par une foule d'autres considérations.

De plus, tous les systèmes de connaissance ont des angles morts, ou des domaines dans lesquels le questionnement n'est pas admis et ne peut pas déboucher sur une réflexion. Les écoles de pensée ne tiennent pas toutes au principe libéral du pluralisme, qui admet la possibilité d'une erreur ou d'une vision partielle et accepte le débat et la critique. Cela a des conséquences majeures sur l'influence que les recherches peuvent exercer sur les politiques et plus encore sur leur accès à des sphères qui ne laissent passer dans le débat public que quelques idées seulement. En outre, une grande partie de ce qu'on appelle savoir ou information est essentiellement de l'ordre de l'opinion, qui peut être éclairée ou non par une forme de savoir. Les fluctuations des marchés financiers, par exemple, sont liées à des attentes ou des opinions concernant l'avenir, et non à des faits établis ou à un savoir.

Imprégnées des principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Nations Unies ont été ouvertes aux idées nouvelles sur des sujets très divers: égalité des sexes, environnement, droits des populations autochtones etc. Sur tous ces sujets, elles restent une source majeure de réflexion et de débat intellectuel. Ces dernières décennies, elles ont abandonné aux institutions de Bretton Woods (IBW), en particulier à la Banque mondiale, le leadership intellectuel dans le domaine du développement économique. Ce changement correspond à une décision explicite des principaux Etats membres et a conduit les IBW à se doter d'une capacité de recherche (humaine et financière) beaucoup plus importante que celle de l'ONU.

Les recherches des organisations intergouvernementales ont joué un rôle variable dans les décisions de politique générale. Dans le cas de l'industrialisation tirée par l'Etat, modèle (de substitution des importations) prôné par la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) dès la fin des années 40, la pratique précédait la politique qui, elle-même, précédait la théorie. En l'occurrence, la théorie a servi à rationaliser des pratiques qui étaient déjà en place et répondaient aux exigences de la situation nationale. En revanche, au cours des 25 dernières années, la théorie du néolibéralisme a précédé les politiques. Un système de savoir particulier a été appliqué à des réalités diverses, voire même imposé, souvent avec des conséquences fâcheuses. Les événements laissent à penser qu'il est préférable d'adapter les connaissances aux conditions locales en ouvrant un débat au niveau national et de partir de ces conditions pour établir des politiques et pratiques spécifiques.

Une telle façon d'envisager la relation entre recherches et élaboration des politiques est peu concevable dans un monde intellectuel caractérisé par une forte composante centre-périphérie, ce qui est le cas aujourd'hui dans le domaine des idées économiques. Dans les années 50 et 60, les organes régionaux de recherche économique tels que la CEPALC pouvaient influencer les paramètres des débats politiques. De même, au centre, il y avait une émulation entre diverses écoles de pensée. La diversité des points de vue et des écoles de pensée imprégnait et nourrissait le débat économique international. Aujourd'hui, la production des idées économiques est beaucoup plus marquée par l'opposition centre-périphérie et l'on pourrait dire que même la pensée économique européenne est devenue périphérique. De nombreux étudiants en économie, dont certains seront les responsables et analystes politiques de demain, grandissent dans un univers intellectuel dominé presque exclusivement par les milieux universitaires des Etats-Unis. De plus, les réseaux de recherche sur les politiques sont de plus en plus privatisés parce qu'ils dépendent des revenus que leur rapportent les contrats de consultance. Dans une telle structure du savoir, l'aptitude à mener une réflexion critique indépendante est fort limitée. Le pluralisme est donc en recul.

La seule façon de sortir de cette situation est de provoquer un renouveau du pluralisme intellectuel, qui laisse s'exprimer différents points de vue et encourage cette diversité dans toutes les institutions, et d'admettre volontiers qu'il peut y avoir d'autres façons d'examiner un sujet ou d'autres questions à poser. Ce renouveau demandera de solides institutions nationales et des organisations internationales vraiment pluralistes dans tous les domaines d'investigation touchant à la politique du développement.

Le langage du développement

Dans le monde entier, les documents émanant des Nations Unies, de la Banque mondiale, des institutions bilatérales, des ONG et des organisations de la base, qu'ils touchent à des projets ou à la politique du développement, sont émaillés d'expressions telles que "réduction de la pauvreté", "participation" et "autonomisation". De toute évidence, les visions du monde qui inspirent ces institutions sont diverses, parfois divergentes, d'où l'adoption de qualificatifs tels que "centré sur la personne", "en faveur des pauvres" ou "fondé sur les droits", qui permettent de marquer la différence. Dans leur contribution, Andrea Cornwall et Karen Brock ont étudié la façon dont ces termes apparemment inoffensifs sont entrés dans le discours dominant de la politique du développement et sont ainsi devenus des "mots à la mode", prenant des connotations nouvelles ou vidés de tout sens concret.

Une analyse des Objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) et des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) montre, que malgré leurs provenances différentes et l'accent relatif mis sur les impératifs moraux et pragmatiques, respectivement, tous deux découlent de la même idéologie fondamentale: celle qui consiste à penser que la réduction de la pauvreté, sous ses multiples aspects, relève de la responsabilité collective.

Au début des années 70, la Banque mondiale a encouragé les Etats à faire reculer la pauvreté, voyant par là un moyen d'éviter que les pauvres n'aient recours au communisme, alors qu'à la même époque la "participation populaire" était la pierre angulaire de l'approche des "besoins essentiels" prônée par

l'ONU. L'"autonomisation" n'a pas son origine dans le secteur classique du développement, mais dans un projet révolutionnaire de mobilisation collective et de revendication de leurs droits par des groupes opprimés et marginalisés. Avec la tendance au néolibéralisme qui s'est amplifiée depuis les années 80, les expressions de "participation communautaire" et de "maîtrise locale" en sont venues à désigner la nécessité de faire partager aux bénéficiaires les coûts des projets d'aide, après les avoir plus ou moins consultés. Cette participation sert essentiellement à présenter des problèmes politiques comme des problèmes d'ordre technique. En prônant un retour de l'Etat, maintenant bien amaigri, sur la scène du développement, et une "bonne gouvernance", la Banque mondiale a commencé à inviter des organisations choisies de la société civile à exercer une influence sur les responsables politiques et à demander des "comptes" au gouvernement. Malgré ce vernis participatif, de nombreux observateurs voient dans les DSRP une forme unifiée de conditionnalité ou de "partenariat", bien qu'ils soient présentés comme une manière pour le pays de faire siens les ODM ou d'y adhérer. Il s'ensuit que, sans une analyse structurelle de la pauvreté dans une situation donnée, ni les DSRP ni les ODM ne s'attaquent aux questions du pouvoir. Le jargon orthodoxe du développement confère ainsi un semblant de cohérence tout en masquant ou en neutralisant les éléments dissonants. Le discours qui en résulte est donc à la fois politique par l'intention et dépolitisant par ses effets.

Les institutions internationales du développement n'ont pas simplement absorbé et lénifié un langage naguère associé à un programme radical; des usages multiples peuvent coexister ou rivaliser dans une même institution. Toutefois, l'évolution des significations données à des termes spécifiques par des institutions aussi puissantes a plus pour effet d'opacifier que d'éclairer. A cet égard, le programme de recherche sur la participation populaire, que l'UNRISD a conduit de la fin des années 70 à la fin des années 80, se distingue par la clarté de sa définition: pour l'essentiel, une redistribution du pouvoir à travers l'action de groupes et de mouvements organisés. Les notions politiques influent sur la formulation des autres politiques possibles. En conséquence, le langage employé pour les exprimer a son importance et devrait être choisi avec soin.

Au cours de la discussion qui a suivi l'exposé, Guy Standing a déploré l'emploi laxiste du langage dans le domaine du développement, estimant que cela non seulement empêchait d'approfondir l'analyse mais servait aussi à désamorcer les critiques du paradigme sur lequel il reposait en favorisant un consensus factice. Il ne s'agit pas de subtilités linguistiques, mais d'une question qui a des conséquences politiques réelles. On le voit, par exemple, à la manière dont la crise de l'éducation est présentée en termes politiques, comme la nécessité de faire entrer davantage d'enfants à l'école pour améliorer leurs chances de trouver un bon emploi.

Autre exemple: la manière dont des idées potentiellement subversives sont neutralisées en rentrant dans le rang, par exemple le retour au mot de "main-d'œuvre" (*labour* en anglais), qui remplace celui de "travail" (*work*) et le passage ensuite aux "emplois décents" (*employment* supplanté enfin par *jobs*). A mesure que les termes changent, le regard se fait plus conservateur. Le langage du consensus extrait le conflit de l'équation, comme si le développement pouvait avoir lieu sans luttes de pouvoir. Il faut donc avoir le courage politique et l'intégrité intellectuelle nécessaires pour s'en prendre au langage du consensus factice. Gita Sen a fait observer qu'il fallait s'attendre à ce que les idées qui contestent le statu quo soient récupérées; le défi consiste à veiller à ce que les concepts gardent leur caractère incisif, et il est possible de combattre l'opposition sur le terrain de son choix. Du point de vue des militants, cela pose la question de savoir si la lutte porte sur les concepts en tant que tels, ou sur ceux qui les adoptent et sur la réaction qu'il faut alors avoir. Desmond McNeill a convenu que les idées perdaient de leur acuité analytique et politique en obtenant l'appui d'institutions. Judith Richter a avancé l'idée que l'ONU avait adopté, à certains égards, le modèle de l'entreprise, qui tend à exclure toute vision et tout discours qui ne sont pas les siens.

L'apport intellectuel des Nations Unies

Si plusieurs institutions spécialisées des Nations Unies ont écrit leur histoire intellectuelle ou sont en train de le faire et si les IBW ont longtemps investi des fonds considérables dans ce type de projets, il n'existe pas d'histoire complète des Nations Unies, qui se place sous l'angle institutionnel ou

intellectuel. Le Projet d'histoire intellectuelle des Nations Unies (PHINU) tente actuellement de remédier à cette situation. Louis Emmerij a présenté brièvement les objectifs et conclusions préliminaires du Projet, que lui et ses collègues, Sir Richard Jolly et Thomas Weiss, coordonnent depuis 1999. Le PHINU s'efforce d'analyser le rôle d'acteur intellectuel qu'ont joué les Nations Unies, expliquant les origines d'idées particulières, retraçant leur trajectoire et évaluant leur incidence sur les politiques et décisions. Ce chantier historique pose quatre questions majeures. Premièrement, les idées marquent-elles les politiques ou est-ce plutôt un défi politique qui amène les idées en place à cheminer et peut-être à en faire naître d'autres? Deuxièmement, est-ce que les idées naissent et existent dans un contexte historique et social particulier ou ont-elles une vie propre? Troisièmement, comme il est rare qu'une idée donnée soit totalement nouvelle et que sa forme varie avec le temps, à quel moment faut-il commencer à l'étudier et comment alors l'attribuer? Et enfin, comment démontrer l'influence d'idées par rapport à celle des individus et des institutions qui les avancent? Si le PHINU a cherché à comprendre le passé, par exemple en recueillant le témoignage oral de quelque 75 personnes qui ont accumulé une expérience notable à divers niveaux des Nations Unies, c'est un projet d'histoire prospective en ce sens qu'il tente de tirer des enseignements pour l'avenir.

Les idées qui ont eu de l'importance depuis la fondation de l'ONU vont du spécifique au général, du normatif (comme l'invitation à éliminer toutes les formes de discrimination envers les femmes) au causal (comme l'objectif de 0,7% du produit national brut à atteindre pour l'aide publique au développement). Les Nations Unies ont énormément apporté à la théorie et à la pratique du développement dans les domaines du développement économique et de la répartition mondiale des revenus, de l'emploi, de l'économie informelle et de ses besoins essentiels, en particulier pendant les années 70. Les diverses études qui composent le PHINU portent notamment sur la lutte entre le Groupe des 77 et les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur le rôle de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement; la transition dans les économies de l'Europe centrale et orientale et l'ancienne Union soviétique, et l'opposition entre la démarche progressive recommandée par la Commission économique pour l'Europe, et l'approche extrêmement dangereuse du "big bang" qui avait la faveur des IBW; et le leadership dont a su faire preuve la CEPALC dans le développement d'idées politiques telles que le centre-périphérie comme grille d'analyse, les politiques de substitution des importations et l'analyse de la dépendance. Dans les années 1980, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a été le premier à critiquer le coût social de l'ajustement structurel dans son livre, *L'ajustement à visage humain*. Dans les années 90, le Programme des Nations Unies pour le développement a lancé son rapport annuel sur le *développement humain* et ainsi contesté la suprématie intellectuelle de la Banque mondiale en élaborant de nouveaux indicateurs statistiques pour mesurer le bien-être humain et social, tel que l'indicateur du développement humain et l'indicateur sexospécifique du développement humain.

Les conclusions du PHINU et les recommandations politiques qui en résultent sont notamment les suivantes. Premièrement, dans l'ensemble, les Nations Unies ont fait oeuvre de pionnier dans le domaine économique et social beaucoup plus qu'on ne l'imagine en général, surtout lors des premières années, qui portaient la marque de la créativité et de l'enthousiasme. Il faudrait donc corriger le déséquilibre actuel en faveur des IBW qui reçoivent actuellement des fonds au détriment des Nations Unies. Deuxièmement, l'orthodoxie économique néolibérale demeure le principal moteur des DSRP et des actions menées à la poursuite des ODM. Cette approche est trop étroite pour que les ODM puissent être atteints et les démarches multidisciplinaires de l'ONU devraient davantage retenir l'attention. Troisièmement, l'apport intellectuel le plus important des Nations Unies est venu de différentes institutions, qui se caractérisent par une vision et une direction audacieuses, une analyse multidisciplinaire et pragmatique du meilleur aloi, une attention portée à la situation spécifique de chaque pays, leur liberté par rapport aux gouvernements ou administrations et leur ferme attachement à la justice. Enfin, les instituts autonomes de recherche qui font partie du système des Nations Unies, tels que l'Institut mondial pour la recherche sur l'économie du développement (WIDER) et l'UNRISD, sont particulièrement précieux, non seulement par le travail réel qu'ils accomplissent, mais aussi parce que leurs modes de travail laissent intact l'espoir de voir se rallumer aux Nations Unies la flamme de la créativité intellectuelle dans les domaines économique et social.

En commentant l'apport de l'ONU aux politiques et au monde des idées, Deepak Nayyar a relevé que pendant environ 25 ans, la guerre froide avait restreint son champ de manœuvre politique, tandis que le fossé Nord-Sud limitait ce qu'elle pouvait faire pour remodeler l'économie mondiale. C'est entre la date de sa fondation et les années 70 que l'ONU a exercé la plus grande influence intellectuelle. Avec la chute du Mur de Berlin et l'émergence d'un système unipolaire, elle a perdu un peu de son utilité pratique. Écartée des hauts lieux des IBW où s'élaborent les politiques, elle a réagi à l'ère des marchés et de la mondialisation par des idées confuses. Son renouveau s'est opéré dans des domaines relativement incontestés, tandis que l'une de ses contributions majeures a été d'offrir une caisse de résonance avec ses sommets mondiaux. Rétrospectivement, il apparaît que l'influence intellectuelle de l'ONU a été la plus forte lorsqu'elle était en harmonie avec l'idéologie dominante mais qu'elle n'a pas su garder cette prépondérance devant la concurrence. Ses recherches ne sont donc pas suffisamment critiques et indépendantes; elle en sous-traite une trop grande part et il n'y a guère de synergie entre le travail fait à l'intérieur et les talents extérieurs. Les IBW ont le dessus, parce qu'elles réalisent à la fois une grande partie de leurs recherches elles-mêmes *et* les internalisent. L'ONU doit redonner la foi en la valeur du pluralisme des idées, sachant que le doute est aussi important que ce qu'on estime être un savoir et qu'il est peut-être aussi important de poser les bonnes questions que de fournir les bonnes réponses. Le savoir se développe à l'intersection des systèmes de connaissances. Aussi faut-il s'engager à mener une réflexion pluraliste en sachant anticiper et repenser dans un cadre multidisciplinaire. Martin Khor Kok Peng et Enrique Oteiza ont reconnu que le vide intellectuel laissé par l'ONU était comblé peu à peu par les IBW, qui ont les moyens de produire des recherches de qualité, qui aient une utilité pratique, un impact et une audience. L'ironie du sort veut que l'ONU et ses institutions spécialisées soient insuffisamment financées tandis que la Banque mondiale, bien dotée, cherche à se présenter comme une "banque de connaissances", ayant des compétences dans tous les secteurs du développement. José Antonio Ocampo a relevé que l'ONU n'était plus l'acteur de premier plan qu'elle était dans les années 60: depuis lors, le nombre et la capacité des autres institutions ont sensiblement augmenté. Les ressources de l'institut du gouvernement brésilien pour la recherche appliquée en économie, par exemple, dépassent celles de la CEPALC. Il s'agit de repositionner les commissions régionales comme des organes vitaux au service du développement d'un monde gérable, fondé sur la diversité. Ce faisant, il est important, cependant, que l'ONU veille à ne pas perdre de sa cohérence en se laissant entraîner par les programmes divers des donateurs. Louis Emmerij a contesté que l'ONU ait été surtout influente lorsqu'elle était en harmonie avec l'idéologie dominante. Ses contributions majeures des premières années, loin de correspondre à un seul paradigme général, étaient d'une variété immense et très souvent à contre-courant. Que ces idées aient réussi à pénétrer dans la pensée dominante ne veut pas dire qu'elles en faisaient initialement partie. À l'avenir, cependant, l'ONU devrait peut-être chercher à agir en catalyseur plutôt qu'en chef de file.

Potentiel et limites des institutions du savoir

Dans son exposé, Kenneth King a examiné les rapports entre savoir et politiques en prenant l'exemple de l'éducation. Ces dernières années, les milieux internationaux de l'aide, sous l'impulsion de l'ONU et de la Banque mondiale, ont réduit le programme de l'Education pour tous, établi par la conférence de Jomtien (Thaïlande), à un ODM, celui de l'éducation primaire pour tous, en particulier pour les filles. Le rôle que la recherche a joué dans cette évolution est particulièrement révélateur, étant donné que les donateurs bilatéraux et multilatéraux se définissent eux-mêmes comme institutions du savoir et la Banque mondiale comme "banque de connaissances". Ce discours pourrait porter à croire à une trajectoire linéaire, allant de recherches concernant spécifiquement le pays à l'établissement des besoins en matière d'éducation, puis à l'élaboration de directives générales et à la définition d'objectifs directement liés à la situation nationale, toutes ces étapes se faisant en coopération entre les donateurs et les gouvernements des pays bénéficiaires. En réalité, cependant, le procédé doit autant aux convictions et à l'attrait d'objectifs tangibles qu'à une recherche fouillée; et on ne dispose guère d'éléments prouvant que les recherches du Sud aient été prises en considération.

Bien avant Jomtien, les recherches de la Banque mondiale avaient porté sur les avantages économiques de l'éducation primaire pour tous, et bien des ONG se sont alors alignées sur ce qui devait devenir un ordre du jour mondial. D'autres besoins en matière d'éducation, tels que l'enseignement technique, l'enseignement supérieur ou même l'enseignement non scolaire et l'éducation des adultes, ont été ainsi écartés. Les recommandations politiques formulées par les conférences mondiales des années 90 ont été encore distillées par des organisations comme le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE en objectifs quantifiables (bien que le CAD ait aussi souligné la nécessité d'adapter la démarche à chaque contexte).

Couché par écrit, le but de l'éducation primaire pour tous est devenu maîtrise locale d'un processus qui serait soutenu par l'aide extérieure, ce qui révèle une tension assez forte entre l'autonomie supposée des pays et leur obligation de satisfaire aux politiques, stratégies et objectifs fixés et payés par les donateurs. Mais quelle signification politique revêt pour un pays la réalisation d'un ODM si celle-ci dépend à 60% de l'aide et surtout quel avenir a-t-elle? De même, le "consensus" qui s'est formé entre l'ensemble du système des Nations Unies, les IBW et l'OCDE sur ces objectifs n'a pas eu son origine au Sud et les objectifs eux-mêmes ne laissent aucune place aux économies du savoir ou aux sociétés du savoir du Sud: l'accent est mis entièrement sur la réduction des déficits du Sud en matière de savoir.

La nouvelle orthodoxie veut que l'aide procède par secteur entier pour éviter les inconvénients manifestes de projets multiples. Cependant, dans les pays où le terrain de la politique nationale a été érodé par une combinaison de facteurs divers – salaires bas, exode des cerveaux et décennies d'obéissance aux politiques fixées par les donateurs – l'approche par secteur peut supplanter la planification nationale et ainsi se révéler plus envahissante encore que les modalités précédentes. On peut conclure à titre provisoire que ce programme mondial d'aide, allié aux nouvelles modalités fixées pour la fourniture de cette aide, a en fait aggravé la dépendance. De plus, certains des 71 pays qui, selon les prévisions, risquent de manquer un ou plusieurs ODM seront sans doute enclins à accepter une dépendance ou un endettement plus grands pour récolter les fruits supposés de leur exactitude à respecter leurs échéances.

Il est curieux que ces nouvelles modalités aient été adoptées par des institutions donatrices qui prétendent subir une révolution du savoir. Leur pensée sur la gestion des connaissances vient en grande partie du secteur des entreprises, qui ont intérêt à exploiter les connaissances de leurs employés, cette exploitation faisant partie de leur avantage comparé au niveau international. En réalité, la gestion du savoir dans des organisations comme la Banque mondiale et le Département du Royaume-Uni pour le développement international (DfID) a consisté davantage à échanger les connaissances à l'intérieur (par un meilleur usage des technologies de l'information et de la communication, par exemple) et à les diffuser qu'à produire de nouvelles connaissances. Les institutions donatrices risquent de devenir plus sûres encore de ce qu'elles croient déjà savoir au lieu de s'ouvrir aux idées nouvelles ou à d'autres sources de connaissances. Occupées à valider et à diffuser leur propre savoir, elles risquent d'être encore moins réceptives au savoir provenant du Sud. Le peu d'attention porté à l'enseignement supérieur et au maintien d'une capacité nationale de recherche dans les pays du Sud, constaté tant dans les ODM que dans le récent retour du concept de renforcement des capacités, porte à croire qu'une aide accrue au développement du savoir au Sud n'est pas inscrite à l'ordre du jour du développement mondial.

Tout en évoquant surtout le cas de la Banque mondiale, John Teye a souligné que la production du savoir social posait un problème dans toutes les institutions internationales, à cause de leur nature d'administration publique. Pour conclure à la qualité de la recherche d'une institution, on ne peut pas se fonder uniquement sur les effets positifs ou négatifs imputés à ses politiques. De plus en plus, la production du savoir social, plutôt que la collecte et la diffusion, ou l'appui accordé à d'autres organes pour qu'ils le produisent, devient la chasse gardée de l'Etat au niveau national et des organisations intergouvernementales sur la scène internationale. Dans ce sens, des institutions publiques telles que la Banque mondiale aspirent à être des acteurs intellectuels plutôt que de simples investisseurs dans la production du savoir. Les raisons avouées de la Banque mondiale sont à la fois d'assurer le contrôle de la recherche en question, et de garantir que les travaux qui en découleront porteront toutes les marques

de la maison. Il y a cependant des inconvénients. Si l'on en croit une théorie wébérienne modifiée de la bureaucratie, il existe, dans toutes les organisations publiques, une tension entre l'autorité et le pouvoir. Dans les organisations intergouvernementales, la multitude des intérêts nationaux en compétition – notamment la nécessité de respecter l'équilibre géographique lors du recrutement – a tendance à affaiblir l'harmonie entre pouvoir et autorité et à épuiser l'arsenal des sanctions auxquelles les hauts responsables peuvent recourir en cas d'insubordination ou de dysfonctionnement. Les chercheurs de la maison risquent fort de devenir des bureaucrates rebelles en ce sens que leurs méthodes et conclusions peuvent ne pas s'accorder avec les objectifs convaincants de l'institution. De manière plus subtile, l'organisation peut défendre ses doctrines essentielles en établissant un programme de recherche dont les effets iront probablement dans ce sens et en marginalisant ou en ignorant des thèmes qui pourraient nuire à l'apparence de consensus. La nécessité de se conformer aux attentes de l'organisation peut donc amener les chercheurs qu'elle emploie à transiger avec leur intégrité intellectuelle.

Les cas les plus fameux dans lesquels la Banque mondiale a étouffé des recommandations qui n'avaient pas son agrément sont ceux de Jan Tinbergen, qui était favorable en 1955 à un mélange d'économie privée et d'économie publique, et de Joseph Stiglitz, qui, à la fin des années 90, a avancé des arguments militant pour l'abandon de ce néolibéralisme borné qui avait cours. La Banque mondiale est moins apte à encourager et soutenir les idées nouvelles, ce qui est le propre d'un acteur intellectuel créatif, que forte pour répandre ses propres idées. Les premières années, l'ONU, en revanche, laissait une liberté considérable à ses économistes. Certaines des idées les plus dynamiques qui sont ainsi nées allaient à l'encontre des objectifs bureaucratiques de l'organisation. Vue sous cet angle, la Banque mondiale apparaît comme une bureaucratie plus fonctionnelle, mais relativement stérile en économie politique, tandis que l'énergie créatrice qui émanait de l'ONU était imputable dans une certaine mesure à son relatif dysfonctionnement au sens wébérien.

La Banque mondiale a énormément investi dans son infrastructure intellectuelle depuis la fin des années 80, lorsqu'elle a mis à nouveau le cap sur la réduction de la pauvreté, en même temps que sur l'ajustement structurel, comme condition de la croissance économique. Ses recherches et les publications auxquelles elles donnent lieu sont peut-être celles qui ont le plus d'influence à l'échelle mondiale, bien qu'elles soient loin d'être les plus novatrices. Elles ont contribué à renforcer les soubassements intellectuels des réformes de politique économique prônées par la Banque elle-même et par les donateurs bilatéraux.

Depuis les années 90, le portefeuille des prêts de la Banque mondiale s'est étendu, avec un programme de développement plus large, auquel figurent en particulier la promotion de l'égalité entre les sexes, la participation populaire, la bonne gouvernance, une société civile forte et la préservation de l'environnement. Les prêts continuent à partir du principe qu'il faut limiter le rôle de l'Etat mais la conditionnalité de la procédure (le passage par les DSRP, par exemple) a remplacé en partie celle des politiques. Plus directement engagée dans le domaine du développement, la Banque mondiale est exposée aux critiques des ONG qui lui reprochent de contrevenir à ses propres directives, en ce qui concerne la dégradation de l'environnement, par exemple, ou de pécher par des modes de consultation insatisfaisants. Toutefois, de meilleurs mécanismes de responsabilisation ont eu pour effet pervers d'obliger la Banque mondiale à mieux répondre de son action devant les hommes et femmes politiques des Etats-Unis que devant leurs homologues des pays emprunteurs. Sous la présidence de James Wolfensohn, la Banque s'est employée à tenir compte des critiques des ONG sur les questions de l'allègement de la dette, par exemple, et à les devancer et fait actuellement des recherches pour savoir comment et dans quelles conditions une croissance favorable aux pauvres peut se traduire par l'accès à des services sociaux qui fonctionnent bien. Ces recherches répondent à la fois à l'ordre du jour "pro-pauvres" prôné par les ONG et aux recherches faites à l'intérieur, qui préconisent une conditionnalité plus sélective. Il reste à voir dans quelle mesure les résultats de ces recherches influenceront les politiques au cas où ils iraient à l'encontre des postulats qui sous-tendent le programme général de la Banque. Paradoxalement, la plus grande réceptivité de la Banque mondiale à certains segments de la société civile risque d'avoir plus nuï que contribué à la qualité intellectuelle du débat sur les politiques de réduction de la pauvreté.

Dans la discussion qui a suivi ces exposés, Amina Mama a insisté sur le pouvoir des IBW et des institutions bilatérales non seulement d'établir les grandes orientations de la politique de développement mais aussi de définir ce qui constitue un savoir et de reproduire ce savoir de manière incestueuse. Ces systèmes de savoir créent un édifice intellectuel qui ne peut être critiqué de l'intérieur, alors que les universités, elles-mêmes soumises à un régime de gestion, n'ont plus la capacité de se livrer à une telle critique. Dans bien des cas, il y a une collusion effective entre les universités et un ordre du jour qui favorise les idées dominantes et réduit au silence ou écarte les autres pour donner une apparence de consensus. Les solutions de rechange naissent de la rencontre entre intellectuels et mouvements populaires, plutôt que dans le cadre d'institutions officielles. Rehman Sobhan a relevé que, lorsque les intellectuels sont "colonisés", leurs recherches servent à valider les vues de leur commanditaire. Shalmali Guttal a fait écho à cette observation, parlant d'une "porte à tambour" par laquelle de grandes ONG et des universitaires pénètrent avec une aisance relative dans la Banque mondiale par le biais d'affectations provisoires ou de postes de consultant. Adrian Atkinson a fait valoir qu'en se focalisant sur les IBW, on occulte le rôle décisif des sociétés commerciales qui contribuent à modeler les institutions contemporaines et à définir le développement. Il ne suffit donc pas d'effectuer des recherches de bonne qualité; il faut aussi étudier les questions qui ont le plus d'importance à un moment où le capitalisme a plus besoin de marchés que de main-d'œuvre.

Jomo K.S. a admis que des institutions publiques internationales comme la Banque mondiale jouissent d'une certaine autonomie par rapport à leurs principes, ne serait-ce qu'à cause de la multiplicité des principes en cause. Cependant, cela ne suffit pas à expliquer les différences entre les IBW et l'Organisation mondiale du commerce, notamment le fait que cette dernière ait un régime de gouvernance manifestement plus démocratique que le principe "un dollar, une voix" qui régit les IBW. Bien que les recommandations politiques émanant des IBW semblent s'appuyer sur des recherches, le rôle des idées en tant que telles a été plutôt modeste. La meilleure explication en serait sans doute la notion gramscienne de l'hégémonie ou l'acceptation sans la moindre critique de certaines idées dominantes apparemment légitimes, qui contraste avec la concurrence en matière économique que prône la Banque et dont on peut supposer qu'elle s'étend aux idées. Il serait utile d'examiner les changements qui s'opèrent dans le financement des recherches sur le développement économique et leur diffusion par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et l'ONU, respectivement. De même, l'influence qu'exercent les professionnels de la politique de développement, dans chaque organisation, en fonction de leur cursus universitaire et une étude de la nature et du contenu des principales revues économiques pourraient donner une idée de la façon dont cette hégémonie a été entretenue au fil du temps. L'abandon de l'économie du développement en faveur de la macroéconomie à "économie ouverte", du commerce international et des attentes rationnelles, approche que les autres sciences sociales ont reproduite par la suite, a été une tendance marquante. Bien que l'intégrisme néolibéral se soit récemment nuancé, il faudrait y voir une version actualisée du consensus de Washington, plutôt que l'annonce de l'ère de l'après-consensus.

Que veulent les responsables politiques?

Un panel s'est intéressé à la question de savoir ce que les responsables politiques attendent des recherches commandées par des institutions multilatérales ou bilatérales. Mervat Tallawy a estimé que quantité de recherches étaient commandées pour confirmer des vues ou des décisions déjà prises, ou même dans un but de promotion personnelle. Il s'agit donc de garder un programme de recherches indépendant, dont les conclusions permettront aux responsables politiques de mieux remplir leurs fonctions dans un environnement où le conservatisme gagne du terrain. Il ne faut pas sous-estimer la capacité des ministres d'ignorer ou de renier les conclusions de leurs propres instituts de recherche. A cet égard, les ODM ont servi à accréditer les conclusions de recherches, par exemple en ce qui concerne l'étendue de la pauvreté et du chômage. Gus Edgren s'est rallié dans les grandes lignes à cette analyse. Une pensée nouvelle n'est pas forcément bien accueillie par les responsables politiques et, même si c'est le cas, il y a souvent des "angles morts" et d'autres facteurs qui les empêchent d'absorber les connaissances nouvelles, surtout s'ils se sentent attaqués. Une des tactiques susceptibles de désamorcer cette "mentalité d'assiégé" consiste pour les chercheurs à présenter leurs conclusions

comme si elles s'appliquaient à l'avenir et ne devaient pas être adoptées dans l'immédiat. Une autre est d'associer des responsables politiques à la formulation des questions que les chercheurs devront se poser, en les amenant, si nécessaire, à s'intéresser non plus aux symptômes, mais aux causes de problèmes donnés. La question de savoir qui garantit la justesse de l'avis émis et quelles sources sont citées peut aussi influencer sur l'acceptabilité des conclusions. Enfin, la présentation a son importance: finalement, une bonne analyse est plus utile aux responsables politiques que des prescriptions d'action détaillées. Simon Maxwell a convenu que, si l'on veut que la recherche entraîne un changement de politique générale, ce but doit éclairer toute la stratégie, depuis la façon de formuler les questions de la recherche jusqu'à la présentation des conclusions. Les politiques ne s'élaborent pas de manière linéaire; ce n'est pas comme si un problème était défini, puis les diverses possibilités analysées. Elles se dégagent à travers ce qu'on a appelé un chaos de finalités et d'accidents. La recherche doit donc s'emparer de l'imagination politique, et les chercheurs doivent se montrer aussi habiles entrepreneurs que bons universitaires. Il est important de constituer un réseau qui réunisse des disciplines, des professions et des régions géographiques différentes. Le modèle de réseau idéal n'est ni hégémonique (le modèle Microsoft) ni fondé sur des concessions (le modèle McDonald), mais constitué par des alliances (le modèle des lignes aériennes qui utilisent le même code), grâce auxquelles la qualité est assurée, quels que soient le transporteur ou le véhicule utilisé.

Evoquant la difficulté d'influer sur l'élaboration des politiques, Gabriele Köhler a relevé que lorsque les institutions des Nations Unies émettaient des avis différents, elles semaient la confusion et posaient aussi des problèmes. Elle a parlé des dilemmes devant lesquels se trouvent placés les chercheurs et universitaires qui veulent non seulement comprendre la complexité mais aussi influencer les responsables politiques. Il existe une tension entre, d'une part, l'intérêt des chercheurs à favoriser le pluralisme intellectuel, des éclairages multiples et nuancés et une pensée critique et, de l'autre, la nécessité de présenter les conclusions et recommandations sous une forme simplifiée qui convienne aux responsables politiques. A ce sujet, les ODM lui inspiraient des sentiments contradictoires. En tant que chercheur, on peut contester leur analyse implicite de la nature de la pauvreté et du sous-développement et de l'action à mener pour les combattre. Pourtant, les ODM ont le mérite de présenter une perspective unifiée, de sensibiliser les milieux dirigeants et les parlementaires aux questions du développement social et de convaincre les responsables politiques de la nécessité d'agir. Un autre participant a fait observer que la recherche n'influençait les responsables politiques que si ces derniers éprouvaient le besoin d'entendre un avis sur les politiques à mener. L'un des moyens de leur faire éprouver ce besoin consiste à travailler avec l'opposition et, de là, à évoquer le coût politique encouru en ne tenant pas compte des avis et recommandations fondés sur de solides recherches. Cependant, certains se sont inquiétés de ce que, les sujets de recherche étant déterminées au niveau international par les Anglo-saxons, les thèmes et démarches provenant d'autres traditions intellectuelles et culturelles soient mis de côté. Une autre personne a fait observer qu'on avait tort de supposer que, pour que la recherche influence les politiques, il fallait nécessairement encourager les responsables politiques à en tenir compte. Cette approche élitiste laisse de côté l'opinion publique, les mouvements sociaux et les formes alternatives de recherche, qui peuvent réussir aussi bien, sinon mieux, à influencer les responsables politiques, comme on l'a vu, par exemple, dans le cas de Jubilé 2000 ou des droits relatifs à la reproduction, qui ont été inscrits à l'ordre du jour international grâce au mouvement féministe. Enfin, on a relevé que les recherches de très grande qualité ne sont pas nécessairement ce que les responsables politiques apprécient dans l'immédiat, bien qu'elles puissent fournir la base d'options politiques futures. Qui va juger du meilleur équilibre à trouver entre qualité et impact à court terme ou impact à long terme?

Ecouter le Sud

Rehman Sobhan a ouvert la discussion du panel sur les relations entre l'ONU et les milieux de la recherche au Sud en disant que les réseaux des Nations Unies ont tendance à se constituer autour d'individus plutôt que d'institutions, ce qui se solde par une absence de mémoire institutionnelle dans le système des Nations Unies et tend à interdire toute synergie. Cela affaiblit la communication entre le niveau mondial, où les chercheurs opèrent, et le niveau national ou local, où l'incidence politique de leurs travaux pourrait se faire sentir. De plus, les chercheurs, individuellement, sont incités à entrer

dans le système des Nations Unies par le marché mondial de la consultance. C'est un marché artificiel, en ce sens que le mauvais travail n'est pas pénalisé par des sanctions: un consultant peut facilement passer d'une institution à l'autre parce qu'il n'existe pas de norme commune à tout le système des Nations Unies pour les recherches, ni de relations organisées entre les institutions ni de partage des connaissances. Là où la recherche est riche, comme au Brésil ou en Inde, la pression de la concurrence contribue à maintenir un niveau de qualité élevé. Dans de nombreux pays du Sud, cependant, les plus grands talents intellectuels sont aspirés par le marché international de la consultance, ce qui aboutit à un appauvrissement progressif du système national et à la colonisation de la recherche. Cela peut créer des tensions fâcheuses chez une partie des chercheurs. Certains les résolvent en adoptant des positions qui diffèrent selon les circonstances et l'institution commanditaire, partant de l'idée que chaque audience est isolée des autres. La colonisation de la recherche a un autre effet pervers: la grande majorité des documents émanant de consultants restent inédits; ils ne sont donc ni accessibles au public ni soumis au contrôle des intellectuels au niveau national. Cela peut convenir aux chercheurs dont les travaux sont de piètre qualité académique ou qui peut-être recyclent le même travail pour plusieurs clients. Paradoxalement, ces chercheurs, pratiquement inconnus dans leur pays, peuvent être très connus au niveau international. La recherche universitaire n'est plus perçue comme une vocation, mais comme une source de revenus; les honoraires payés aux consultants sur le marché mondial dépassent de loin la rémunération que peuvent offrir les universités nationales et les instituts de recherche du Sud. Cette invisibilité progressive de la capacité de recherche nationale s'aggrave encore lorsque le gouvernement s'adresse à la Banque mondiale plutôt qu'aux chercheurs de son pays pour avoir un avis sur les politiques à mener. Un des moyens de rompre ce cycle infernal est de créer de fortes dotations pour permettre aux instituts nationaux de recherche d'établir leurs propres priorités et d'être mieux à même de garder leurs meilleurs étudiants et leurs meilleurs professeurs.

Marcia Rivera a brossé un tableau assez différent de l'Amérique latine, où la capacité de la recherche sociale s'est diversifiée et renforcée depuis 40 ans. Toutefois, cette expansion a été très inégale; de tous les pays de la région, le Brésil est de loin le plus grand producteur de recherches scientifiques de qualité. Il est important d'expliquer que les décennies de régimes militaires en Amérique latine (1960-1990) ont eu pour effet de chasser la recherche sociale et économique des universités, souvent visées par la répression, et d'amener quantité de centres de recherche sans but lucratif à prendre le relais. Ces centres étaient généralement liés à des mouvements sociaux et leur travail était multidisciplinaire et axé sur le règlement de problèmes. Cependant, ils devaient leur indépendance par rapport au gouvernement à leur totale dépendance financière de donateurs extérieurs, en particulier du Centre de recherches pour le développement international et des Scandinaves. Dans cet environnement devenu assez confortable, les exigences ont eu tendance à se relâcher. Avec l'avènement de démocraties dans toute l'Amérique latine, ces sources de financement se sont peu à peu taries. Les chercheurs sont maintenant contraints de définir leur programme et leurs méthodologies de manière plus adaptée au marché, afin de s'assurer d'appuis financiers. Certains de ces centres ont commencé à recevoir de la Banque mondiale, du FMI, de la Banque interaméricaine de développement etc. des invitations à effectuer des travaux isolés dans des délais fixes. Ces centres de recherche non gouvernementaux sont ainsi devenus partie intégrante du système international de sous-traitance et d'externalisation. Cela rapporte des revenus mais ne crée pas nécessairement une capacité de recherche ou une capacité institutionnelle. Cela dit, les Nations Unies ont continué d'offrir aux milieux latino-américains de la recherche la possibilité de participer à des échanges mondiaux. Il y a aussi des exemples de partenariat à long terme dans les domaines de la santé tropicale et de la lutte contre la pauvreté – l'Organisation mondiale de la santé et l'UNICEF collaborent depuis 1975 à des recherches appliquées, sociales et de sciences dures dans la région – et des études de "genre". L'avenir des universités publiques est sombre, d'autant que l'enseignement supérieur est de plus en plus une marchandise qui s'achète et se vend, les universités du Nord exploitant en fait des concessions au Sud. Bien que le contexte politique ait changé, les instituts latino-américains de recherche sociale sont restés conscients du devoir de relier la recherche à l'action, par exemple par l'intermédiaire de mouvements sociaux qui, de leur côté, font du lobbying. A la différence des démarches décrites par Simon Maxwell, il est rare que des chercheurs latino-américains cherchent à influencer directement les responsables politiques; et s'agissant de la constitution de réseaux, on a rarement vu des donateurs financer le genre de réseaux qui rassemblent des chercheurs du monde entier.

Adebayo Olukoshi a décrit la période des années 60 à 80 comme une période d'une croissance et d'une vitalité extraordinaires pour les universitaires africains, car les universités, les centres de recherche nationaux et les réseaux régionaux de chercheurs ont poussé comme des champignons après l'indépendance. Pendant toutes ces années, les milieux panafricains de la recherche étaient prêts à participer à des initiatives parrainées par l'ONU. Cependant, la crise économique qui a commencé au début des années 80 a porté un coup sévère à l'enseignement supérieur, sur quoi la Banque mondiale a remis en question l'existence des universités africaines. Depuis, plusieurs institutions des Nations Unies ont comblé, de diverses manières, certaines des lacunes du savoir sur l'Afrique; l'ONU a aussi créé plusieurs centres de recherche, certains dans des universités, d'autres extérieurs; certains pleinement intégrés à leur milieu local, d'autres fonctionnant comme des enclaves en terrain international. En général, cependant, l'action de l'ONU, en l'occurrence, a eu tendance à reproduire la structure asymétrique du pouvoir scientifique, qui penche en faveur du Nord. Par exemple, bien que l'Afrique ait toujours tenu une place centrale dans les travaux de l'ONU, l'organisation a eu tendance à servir de courroie de transmission aux idées et points de vue de l'extérieur. Dans les réseaux générateurs de savoir mis en place par le système des Nations Unies, la représentation des chercheurs africains a été très insuffisante, parfois même inexistante. La recherche africaine est très peu exploitée, comme le montrent les publications phares des Nations Unies, dans lesquelles en moyenne 2% seulement des citations renvoient à la littérature africaine. La plupart des citations sont extraites d'ouvrages des Nations Unies, dépendance incestueuse qui ne donne que l'illusion du débat. Les universitaires africains associés à la formulation des propositions de politique générale sont généralement relégués à la collecte des données et à la production d'études de cas. Dans la division du travail intellectuel, leurs travaux figurent dans les encadrés tandis que le cadre théorique et l'analyse viennent d'institutions du Nord. Autrement dit, on élabore des politiques pour l'Afrique sans s'inspirer de ce que pensent ses intellectuels. De plus, l'apport des universitaires africains se limite le plus souvent à des questions concernant l'Afrique, ce qui enferme leurs travaux dans un ghetto et empêche de tirer profit d'une confrontation d'idées. Les Nations Unies et d'autres donateurs semblent être plus soucieux de "renforcer" les capacités que de reconnaître vraiment les capacités existantes: les dons ou contrats de partenariat pluriannuels venant des Nations Unies sont l'exception qui confirme la règle.

Diverses raisons ont été invoquées pour expliquer la manière problématique dont les Nations Unies ont traité les milieux africains de la recherche, mais la plupart ne résistent pas à l'analyse. La recherche africaine est et a toujours été dynamique, malgré des périodes de crise dans le système de l'enseignement supérieur. Il n'est peut-être pas toujours simple d'accéder à des recherches de qualité, mais pas au point d'en justifier l'exclusion. Et le lien entre le financement et le recours par les donateurs à leurs propres "experts" défavorise manifestement les universitaires du Sud et accentue ainsi le déséquilibre en matière d'influence intellectuelle et politique. Enfin, les organisations internationales ont effectivement déplacé l'élaboration des politiques locales, tout en écartant les voix dissonantes provenant d'Afrique. Par exemple, Joseph Stiglitz émet maintenant des critiques que certains universitaires africains faisaient il y a 15 ans, mais lui est écouté alors qu'eux ne l'étaient pas et ne le sont toujours pas. Les Nations Unies auraient pu les aider davantage à se faire entendre si elles avaient noué des liens organiques et forts avec les milieux africains de la recherche. Il ne s'agit pas de blâmer les Nations Unies ou de nier leurs bonnes intentions; il s'agit d'un problème de pouvoir.

Objectivité et arrière-pensées

Dans son exposé, Shalmali Guttal a souligné que la production du savoir, comme la définition de ce qui constitue une recherche respectable, est essentiellement de nature politique. Le discours dominant du développement, par exemple, porte sur les multiples transformations qui se sont traduites en améliorations du niveau de vie et des conditions d'existence pour de nombreuses personnes dans le monde. Cependant, ce même développement a eu aussi pour effet de concentrer les richesses et a entraîné des difficultés de toutes sortes pour la majorité, en particulier au Sud. Au moins 54 pays sont plus pauvres aujourd'hui que dans les années 80, avec tout ce que cela implique pour le développement humain. Les flux de l'aide ont diminué, mais l'industrie du savoir sur le développement, qui sert à légitimer l'existence d'une approche particulière du développement et à en justifier l'expansion, ne s'est

pas ralentie. La théorie du développement n'est pas désintéressée; elle part de positions spécifiques de classe et de pouvoir et s'adresse à elles. Le savoir sert des intérêts matériels et inversement. Un petit groupe d'établissements universitaires, d'organisations donatrices, d'institutions des Nations Unies (sans oublier les IBW) et d'intérêts privés domine la production de l'information et, avec elle, la capacité de la consacrer comme "savoir". La Banque mondiale a investi des sommes considérables dans la production d'informations qu'elle a acquises en grande partie grâce à sa position de principal créancier, qui lui donne un accès privilégié à de nombreux pays du Sud. Son site Web est une source d'information essentielle, tant pour ses sympathisants que pour ses détracteurs. Cependant, ce savoir a une application concrète puisqu'il sous-tend ses pratiques de prêt, la conception des projets et ses prescriptions de politique générale. Une recherche scientifique supposée objective sert à justifier ses projets du point de vue technique, moral, éthique et politique. Certains de ses grands projets ayant été critiqués pour leurs répercussions sociales et environnementales, la Banque mondiale a fait appel, par exemple, à des experts en écologie et à des sociologues pour reformater en "développement durable" des projets d'équipement qui risquaient d'être impopulaires. La réponse à un nouveau problème, c'est de le dépolitiser en créant une nouvelle branche dans une discipline ou un domaine de savoir nouveau selon un cycle qui se perpétue à l'infini, puis de convertir ce savoir en projets. Les échecs essuyés en pratique sont absorbés dans le corps théorique, puis reproduits sous la forme de versions modifiées du produit original. Dans d'autres contextes, ce cumul des rôles apparaîtrait comme constituant un "danger moral".

Dans un système de postulats et de modèles qui fait référence à lui-même, il n'y a pas place pour le savoir extérieur, par exemple celui qui vient des faits et de la vérité du vécu. Dans le domaine contesté du développement, les idées qui finissent par dominer sont celles qui jouissent d'un appui politique et financier, indépendamment de leur qualité. Cela a son importance parce que ces idées se traduisent en politiques qui ont une incidence sur la vie des gens. Il ne sert à rien d'identifier des individus pleins de bonnes intentions dans un système aussi énorme et complexe; c'est confondre des qualités personnelles avec le mandat d'une institution. Adapter un système vicié pour le rendre plus "favorable aux pauvres", c'est passer à côté des questions structurelles. On ne trouvera pas de solutions de rechange dans un paradigme de développement qui se reproduit à l'infini, mais dans le savoir discontinu et dispersé, dans les aspirations et les priorités des peuples, qui sont systématiquement réprimés et écartés du discours dominant.

Universalisme contre régionalisme

Norman Girvan a examiné les questions liées à la conditionnalité et à la recherche d'une autonomie politique pour le Sud, qui doit en particulier pouvoir diagnostiquer ses propres problèmes et déterminer quelles prescriptions politiques sont adaptées à sa situation. L'économie du développement, branche de l'économie apparue dans les années 50, a eu le mérite de donner lieu à une multiplicité de conceptions différentes, depuis le néo-keynésianisme à l'analyse centre-périphérie et à la théorie de la dépendance venues de la CEPALC et d'autres sources. Elle a eu pour rôle politique de donner aux pays pauvres une recette non communiste leur permettant de "rattraper" les riches, mais elle a aussi légitimé le principe selon lequel chaque économie doit être interprétée dans son propre contexte, et elle a donné un certain poids collectif au Sud. Cette période de ferveur intellectuelle et de confiance a coïncidé au Sud avec la prolifération des universités nationales et des centres universitaires. Dans le domaine économique, la crise de la dette du tiers monde et la montée de la pensée néolibérale dans les années 80 ont créé les conditions dans lesquelles les IBW ont pu imposer des conditions de prêt à une grande partie du monde en développement. La CNUCED a été marginalisée, le dialogue Nord-Sud s'est enrayé et l'effondrement du bloc soviétique et du socialisme en Europe de l'Est a privé le Sud de ce qui lui donnait encore un peu de poids. Les théories et politiques de développement ont été discréditées et rejetées et l'on a vu revenir au pouvoir des gouvernements axés sur le marché. Une grande partie du Sud a perdu ce qu'elle avait gagné en élaborant ses propres théories et politiques et en instaurant une tradition en la matière. Alors qu'on vantait la mondialisation néolibérale comme "la seule voie", un contrepouvoir transnational a fait son apparition sous la forme d'une mobilisation sociale et dans le domaine intellectuel. La crise financière de 1997-1998 a aussi contribué à enhardir ceux qui, de l'intérieur, critiquaient le libéralisme des comptes de capitaux, tandis que certaines institutions des

Nations Unies, surtout le PNUD et l'UNICEF, montraient, avec preuves à l'appui, quels étaient les coûts humains et sociaux de cette idéologie. Il semblerait, à certains signes, que l'esprit d'expérimentation et d'exploration soit en train de renaître, tant au plan intellectuel que dans les politiques.

L'économie occidentale a toujours tendu à l'universalisme – à l'établissement de lois indépendantes du contexte spatio-temporel. Cela lui a permis de masquer sous un discours scientifique des postulats idéologiques sur le fonctionnement réel du monde. Historiquement, cette tendance à l'universalisation est allée de pair avec un postulat eurocentrique, que Glenn Sankatsing résume joliment par la formule "ce qui vaut pour l'Ouest est bon pour le reste". Dans cette vision du monde, la diversité est considérée comme une lacune, une déviation de la norme, qu'il faut "corriger" et finalement éliminer. En revanche, l'économie du développement souligne que les processus économiques sont ancrés dans leur contexte social, institutionnel et historique. Il ne peut y avoir de principe universel pour prescrire quel devrait être le rôle du marché et celui de l'Etat. Les réformes doivent répondre à une logique interne et leur contenu, leur ampleur, leur calendrier et leur rythme doivent être gérés avec le plus grand soin. Le respect de la diversité doit interdire toute systématisation rigoureuse et, s'il y a place pour l'universalisme, c'est dans l'acceptation de règles et de méthodes communes (encore qu'elles doivent elles-mêmes évoluer avec le temps). Le savoir social, qui ne porte pas sur la société mais est inhérent à elle, a un rôle crucial à jouer dans la définition de politiques adaptées. Pour en tirer pleinement parti, il faut des circuits par lesquels l'information circule librement, et une culture de la consultation et de la coopération. Cette approche pourrait déboucher sur des partenariats Nord-Sud plus sains, dont le but serait de soutenir et de favoriser l'apprentissage social pour la réalisation d'objectifs de développement arrêtés d'un commun accord. Elle pourrait aussi être à la base d'une coopération régionale dont la fonction serait d'encourager la mise en commun des ressources pour permettre aux pays de mieux relever les défis de l'économie mondiale.

Divers participants ont souligné la justesse de la description des problèmes créés par la culture de la consultance, et relevé le caractère frustrant des projets financés à court terme par rapport aux partenariats de longue durée. Il a été fait également mention du phénomène de la recherche, non pas colonisée, mais "périphérisée". Evoquant "l'intelligentsia flottante", Guy Standing a estimé que les élites nationales avaient plus en commun avec l'élite internationale qu'avec leur propre société. En réponse à certains participants qui contestaient les raisons de la marginalisation des recherches africaines en particulier, Adebayo Olukoshi a fait observer que citer certaines autorités plutôt que d'autres était en définitive une question de choix politique et pas seulement d'érudition "objective". Dharam Ghai a expliqué que l'effondrement de la structure salariale dans de nombreuses universités du Sud obligeait effectivement de plus en plus d'universitaires à emprunter les circuits internationaux de la consultance, avec tous les problèmes que cela peut entraîner. Cependant, il est important de rendre hommage à l'UNRISD, entre autres, qui s'emploie depuis des années à offrir à des sociologues du tiers monde la possibilité de travailler avec des collègues d'autres régions du monde et d'être connus d'un plus large public. S'associant aux propos de Norman Girvan, Charles Gore a estimé que l'universalisme était plus un obstacle qu'un facteur d'autonomie et que c'était une raison majeure de le rejeter, et que le passage de vues internationales à des vues cosmopolites avait encore restreint l'autonomie nationale. Il y a peu d'espace, en politique, pour des options autres que le néolibéralisme, ce qui réduit l'ordre du jour du développement à des tentatives de synthèse entre les besoins essentiels et le marché. Pour Gita Sen, un partenariat véritable renforce les capacités de chacun des partenaires. Les grandes fondations de recherche ont changé de mentalité et de comportement ces dernières années et sont maintenant beaucoup plus respectueuses des capacités et des intuitions de la recherche locale et beaucoup plus promptes à les soutenir qu'à imposer les leurs, ce qui a été bénéfique pour tout le monde. Une plus grande honnêteté des donateurs quant à ce qu'ils gagnent à soutenir la recherche du Sud rendrait le dialogue plus franc et les relations plus équilibrées.

Liens entre la recherche et les mouvements militant pour l'égalité des sexes

Le domaine du "genre" et du développement est souvent considéré comme exemplaire de la collaboration qui peut s'instaurer entre universitaires et militants désireux de changer les politiques menées. Gita Sen s'est concentrée sur ce qui rendait cette collaboration possible et s'est demandé si le militantisme social était nécessaire pour traduire le savoir issu de la recherche en nouvelles orientations politiques.

A partir des années 70, les universitaires féministes ont commencé à examiner les conceptions antérieures de l'histoire à la lunette du "genre", à cerner de nouvelles questions et à découvrir de nouveaux champs d'analyse. Cette période a été celle de l'affinement des outils, de la collecte d'expériences et de l'approfondissement de la compréhension. La Conférence de Nairobi, qui a mis fin en 1985 à la Décennie des Nations Unies pour la femme, a vu chercheuses et militantes élaborer ensemble une solide critique du paradigme du développement fondé sur la croissance. Elle a été suivie de travaux importants sur la féminisation de la pauvreté, la division mondiale du travail par sexe, l'impact des politiques macroéconomiques sur le secteur social et sur l'environnement, et sur la violence envers les femmes.

A partir des années 70 est apparu aussi un militantisme axé sur les droits en matière de sexualité et de reproduction et la santé génésique. La recherche féministe, pourtant, était à la traîne. La démographie était considérée comme une discipline technique, alors que les politiques démographiques néo-malthusiennes visaient essentiellement à freiner la croissance des populations du Sud et des groupes marginalisés du Nord. Les conférences organisées par les Nations Unies dans les années 90 ont galvanisé la recherche et le militantisme. Ensemble, militantes et chercheuses ont dénoncé des pratiques de contrôle démographique contraires à la morale, remis en question le mouvement religieux conservateur, permis au public d'accéder à une compréhension plus large et plus profonde des dimensions sanitaires de la sexualité et de la reproduction et des droits en la matière et noué des alliances avec des acteurs importants, notamment des associations de planning familial organisées en groupes de pression. Le consensus entre les mouvements militants et les milieux de la recherche a dû l'emporter à la fois sur les divisions Nord-Sud et sur les différences culturelles et politiques. Mais les nouvelles lignes directrices qui en ont résulté pour la politique démographique étaient une affirmation des droits des femmes en matière de reproduction et de sexualité et soulignaient l'importance de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des sexes. Elles ont également déplacé l'accent: de la maîtrise du nombre, on est passé à une démarche fondée sur les droits de l'homme, qui a entraîné un changement majeur de paradigme dans la pensée mondiale sur la politique démographique.

La troisième illustration concerne les droits de l'homme et la violence envers les femmes. La préparation de la Conférence internationale de 1993 sur les droits de l'homme a réuni des juristes et des militantes féministes capables de recenser et de mettre en évidence l'existence de diverses formes de violence (viols systématiques et crimes de guerre, mutilations sexuelles, violences familiales et décès liés à la dot) et a contribué à élargir la reconnaissance des droits des femmes comme autant de droits de la personne. Cette collaboration a donné au mouvement féminin les capacités d'analyse et de négociation dont il avait besoin pour bien remplir sa fonction de groupe de pression et n'aurait sans doute pas été possible si chacun n'avait pas su faire abstraction des différences et tirer la leçon de ses erreurs.

Si mouvements militants et milieux de la recherche ont su avec le temps développer une relation symbiotique, celle-ci est périodiquement affectée par des tensions de trois ordres: différence des conceptions et des perceptions des problèmes; rapports de force et maîtrise des ressources; maîtrise et attribution du savoir.

A mesure qu'ils passent dans le discours dominant, les termes et concepts qui ont la faveur des militantes et des chercheuses féministes risquent d'être récupérés, dilués ou subvertis. Pourtant, leur adoption devrait apparaître comme un premier pas dans la lutte pour le changement. Etant donné l'opposition ou la résistance des religieux conservateurs et des IBW à tout changement de politique, il n'est plus temps de revenir sur des concepts et cadres conquis de haute lutte sous le prétexte qu'ils ont

été récupérés. Il n'en reste pas moins que la manière de s'y prendre avec les responsables politiques et agents du pouvoir continue à poser des questions épineuses.

Le mouvement féminin présente des caractères uniques et tout à fait particuliers, qui tiennent à la nature du pouvoir féminin dans la société, mais les enseignements que l'on peut en tirer sur la manière de changer un paradigme social dominant montrent que les protagonistes du changement doivent nécessairement associer recherches, analyse et militantisme mais que cela demande de la prudence dans les négociations, de la patience et de l'endurance.

Commentant l'exposé de Gita Sen, Yakin Ertürk s'est demandé quel intérêt les décideurs ont à changer de politique, en particulier lorsque, comme dans le cas du passage du paradigme des "femmes dans le développement" à celui du "genre et du développement", cela implique un véritable bouleversement des pouvoirs. La situation mondiale actuelle n'incite pas à rapprocher la théorie du militantisme et, face à cette situation, une tactique consisterait à employer un langage apparemment plus inoffensif pour éviter un retour de bâton encore plus conservateur. Les participants d'Amérique latine ont expliqué que si des chercheuses féministes avaient pu s'allier à des militantes dans la région, c'est qu'elles valorisaient d'autres formes de savoir et n'avaient pas été bornées à cet égard. La mission qui se dessine pour elles et qui consisterait à surveiller l'exécution des engagements pris à la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes (1995), changerait leurs rapports avec les femmes et avec d'autres mouvements sociaux. On a souligné la nécessité pour les chercheurs de se donner la peine de lire davantage la littérature produite par les mouvements sociaux, ainsi que l'importance de faire connaître à la base les conclusions des recherches. A propos du financement, il a été relevé que si, au Sud, la recherche manque de fonds dans la plupart des domaines, ce n'est pas le cas des études de "genre", mais qu'en même temps l'intégration du "genre" risquait fort d'entraîner une forte réduction du budget du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) à un moment où les droits des femmes se heurtaient à une résistance bien orchestrée.

La réforme mondiale de la politique sociale – considérations politiques

Bob Deacon a souligné que les idées *ont* de l'influence lorsqu'elles ont l'appui du pouvoir institutionnel et que, face à la politique sociale mondiale, le rôle des "intellectuels dans l'âme" était de relier entre elles les luttes d'intérêts particuliers et de construire une vision qui puisse favoriser l'avènement d'une mondialisation un peu moins exclusive. La politique sociale nationale est faite des trois R: redistribution sociale, réglementation sociale et promulgation des droits (*rights*) sociaux. Par politique sociale mondiale, on entend les directives données par les organisations intergouvernementales et internationales concernant la politique sociale nationale et les mécanismes supranationaux relatifs à la redistribution, à la réglementation et aux droits dans le monde. Sans les trois R, il n'y a pas de solution de rechange au modèle contemporain de la mondialisation néolibérale.

Tout au long des années 80 et 90, l'idée d'un droit universel à la prévoyance et à l'aide sociales a été remplacée par celle d'allocations sélectives pour les pauvres, les plus favorisés se fiant au secteur privé pour organiser leur prévoyance. Ce changement d'optique a été favorisé par quatre tendances: la conviction de la Banque mondiale que les gouvernements ne devaient assurer que des niveaux élémentaires de prévoyance et de protection sociales; le souci du CAD de l'OCDE, souligné dans les ODM, de se fixer pour seuls objectifs du développement international l'éducation fondamentale et les services sanitaires de base; l'intérêt des ONG à supplanter les services gouvernementaux et à obtenir des contrats de prestation de services; et, en application de l'Accord général sur le commerce des services, les initiatives tendant à développer le marché mondial dans le domaine des soins de santé privés, de la prise en charge sociale, de l'éducation et des assurances. Cependant, comme les classes moyennes renâclent à financer des services dont elles ne bénéficient pas et qu'elles optent pour des solutions offertes par le marché privé mondial, les pauvres n'obtiennent plus que des services publics de piètre qualité.

Il semble qu'on assiste actuellement à un retour à la solidarité sociale et à une protection sociale universelle au niveau national: on en perçoit les signes dans les programmes de recherche que parraine l'UNRISD; dans les travaux réalisés au sein de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur les prestations par catégorie (telles que les pensions pour personnes âgées) pour compléter les régimes de sécurité sociale qui reposent sur le travail; dans les efforts déployés à l'ONU par la Commission du développement social pour étendre la protection sociale, réduire la vulnérabilité et améliorer l'efficacité du service public; et dans l'impact politique des pressions exercées pour que les ODM soient atteints. Récemment, le *Rapport sur le développement humain* a lancé l'idée d'un contrat mondial entre pays riches et pays pauvres pour assurer une plus grande équité au niveau mondial, et de politiques visant à encourager le personnel médical, par exemple, à faire une période de service public.

Plusieurs obstacles empêchent de progresser vers une politique sociale mondiale faite de redistribution, de réglementation et de droits. Ce sont notamment l'unilatéralisme des Etats-Unis, le protectionnisme social de l'Union européenne et l'opposition du Sud à un ordre du jour perçu comme fortement inspiré par le Nord. L'opposition du Sud repose à la fois sur la crainte de voir ignorer les différences culturelles et sur l'absence de fonds à redistribuer au plan mondial. L'idée d'une autorité fiscale mondiale a été lancée. Il est aussi question d'un réseau mondial de fonds sociaux alimentés par les contributions volontaires de particuliers des pays de l'OCDE, qui seraient redistribuées dans les pays pauvres par des organisations sociales telles que des syndicats ou des caisses nationales de sécurité sociale. Ces fonds peuvent être alloués à une forme ou une autre de prévoyance universelle, telles que les pensions pour personnes âgées ou pour enfants, ou liés aux ODM et axés sur un bien public qui a peu de chances d'intéresser des chefs d'entreprise privés.

La diversité des acteurs et des institutions qui s'investissent dans des questions de politique sociale mondiale laisse à penser que le lieu et le contenu du débat et de l'activité sont en train de se déplacer et que les instances politiques officielles cèdent le pas à une multiplicité de réseaux, de partenariats et de projets, qui offrent des possibilités nouvelles de changement dans des secteurs spécifiques de la politique sociale. Le Projet du Millénaire du Secrétaire général de l'ONU, auquel pourrait être associée une constellation d'acteurs variables, en est un exemple. Des initiatives telles que le Processus d'Helsinki pour un dialogue Nord-Sud, ou des appels publics du ministre des finances du Royaume-Uni à un doublement de l'aide extérieure peuvent aussi indiquer qu'une alliance politique mondiale est en train de se former contre le néolibéralisme. Il s'agit pour l'UNRISD, WIDER et d'autres instituts de recherche du même genre de reporter leur attention sur le plan international et mondial afin d'établir un canevas de politique sociale qui permette de parvenir à une mondialisation juste et sans exclusive.

Commentant l'exposé de Bob Deacon, Martin Hopenhayn a relevé qu'aux fins de l'analyse, il était nécessaire de distinguer entre l'intervention politique (motivations politiques de l'action sociale) et l'intervention sociale (mesures, initiatives et projets sociaux). L'intervention politique appelle la mobilisation d'un savoir essentiel qui justifie une réglementation mondiale appropriée et combatte l'hégémonie néolibérale qui fait croire à l'impossibilité de toute autre voie idéologique ou pratique. Le résultat souhaité serait une multiplicité de mécanismes transnationaux, de politiques nationales et de pratiques locales. Les politiques sociales résultent d'une négociation concrète entre savoir et action, par exemple la décision de procéder à une réallocation des ressources pour privilégier l'éducation publique par rapport à l'éducation privée ou pour réduire les différences de niveau fondées sur le sexe, la classe sociale ou l'origine ethnique. Enfin, le projet anti-hégémonique tire sa légitimité de la force de ses arguments et de la manière dont le savoir est devenu un produit social. Bien que favorables à l'émergence d'une solution de rechange cohérente à la mondialisation néolibérale, les participants se sont dits sceptiques à ce sujet. Guy Standing et d'autres ont fait valoir que les systèmes de réglementation des Etats providence d'Europe occidentale s'étaient considérablement modifiés depuis le début des années 90, qu'en même temps les droits s'étaient effrités et que ces pays, en particulier la Suède, l'Allemagne et la France, avaient opté pour des prestations sous condition de ressources ou fixé d'autres conditions pour réduire le nombre de ceux qui pouvaient y prétendre. Il a ajouté que dans le *Rapport 2003 sur le développement dans le monde*, la Banque mondiale défendait la libéralisation des services sociaux, faisant valoir que l'Etat ne pouvait pas à la fois fournir des services et en réglementer la prestation. A propos du défi de la réforme sociale mondiale, Jomo K.S. et Thandika Mkandawire

ont tous deux réitéré la nécessité d'une pensée plurielle et d'approches politiques diverses et ont mis en garde contre les prescriptions universelles ou une solution de rechange unique pour lutter contre l'hégémonie.

En réponse, Bob Deacon a souligné que les Etats providence nordiques démontraient qu'il était possible, à condition d'en faire le choix politique, de garder un régime équitable et juste à l'époque de la mondialisation économique. Cependant, de fait, la politique sociale mondiale consiste à permettre aux sociétés commerciales de ne pas payer d'impôts et les mécanismes en place ne suffiront pas à les mettre au pas. Ce qu'il faut changer, c'est l'ensemble des réglementations fiscales et autres qui régissent le comportement des sociétés commerciales opérant à l'échelle mondiale. Tout en prônant des politiques régionales de redistribution, de réglementation et de droits, il a signalé que son exposé écrit plaidait en fait pour un pluralisme mondial.

Pensée critique

Lors du panel de clôture, les participants se sont demandé ce qui constituait une pensée critique dans un environnement néolibéral où il est entendu qu'il n'existe qu'"une seule voie correcte". Elizabeth Jelin a souligné que le pluralisme impliquait dialogue, débat et conflit; les résultats ne sont pas déterminés à l'avance et peuvent être surprenants. La volonté de pluralisme ne peut faire abstraction de la question de savoir qui établit le programme de recherche et comment sont formulées les questions à étudier. Il y a bien des façons de faire des recherches: en qualité de consultant ou en exécution d'un contrat, selon un mode participatif, militant ou "engagé politiquement", autrement dit en étant attentif à fournir aux organisations sociales le genre de savoir propre à mobiliser. A qui est destiné le savoir qui va en résulter, qui va le produire, comment, et dans quel but? Il est important d'avoir des réponses claires à toutes ces questions. Actuellement, la voix des économistes domine. On peut parvenir à une analyse plus profonde en donnant une place centrale aux questions de l'exclusion, dans le contexte du conflit ethnique, par exemple.

Les liens entre culture et langage ont été mis en évidence par Christian Comelieu, qui s'est demandé comment l'ONU pouvait favoriser un dialogue politique qui n'exclut aucune culture. L'accent mis par les Anglo-saxons sur les solutions plutôt que sur les problèmes tend à étouffer le dialogue politique et risque ainsi de faire tomber dans le piège de la technocratie. En matière de développement, les choix sont invariablement de nature politique, mais on ne peut les faire correctement si l'on n'a pas le pouvoir d'analyser les problèmes et d'envisager diverses options. La planification ne consiste pas à suivre un plan fixe ou à prendre une décision une fois pour toutes; c'est plutôt un processus qui évolue dans un dialogue constant, à mesure que s'opèrent des choix politiques précis. Avoir une pensée critique, c'est réexaminer le cadre conceptuel, reconnaître par exemple que l'économie ne se limite pas aux marchés, analyser les conséquences des choix présents sous l'éclairage de diverses disciplines et à l'aune de divers paramètres politiques et rechercher d'autres options.

Martin Khor Kok Peng a aussi souligné la nature plurilatérale de la pensée critique, faisant valoir que la pensée linéaire, les prescriptions universelles et le rétrécissement du champ visuel des IBW, en particulier, ont été responsables de bien des difficultés économiques et des problèmes d'endettement que rencontre maintenant le Sud. L'architecture mondiale du commerce et du financement doit être modifiée pour donner une plus grande marge de manœuvre politique aux économies en développement. Sans ces changements, ou à moins de pouvoir combiner engagement et désengagement sélectif, les pays isolés ne peuvent guère mettre à profit les conclusions des recherches qui les intéressent. La recherche doit être testée à l'aune des besoins du Sud. Il est possible de produire de bonnes recherches qui restent sans effet parce qu'elle n'atteignent pas ceux qui peuvent l'exploiter. Il est également possible de produire de mauvaises recherches qui aient un impact considérable. Le défi consiste à allier utilité pratique et diffusion, tout en sachant que cette dernière doit être multidimensionnelle pour avoir l'impact optimal.

Les participants ont estimé que le consensus de Washington n'était pas parvenu aux résultats qu'il avait annoncés et qu'il était donc urgent de trouver des solutions de rechange. Il est regrettable que le

Le système des Nations Unies ait été jusqu'à présent aussi timide dans sa critique du "consensus" et n'ait pas eu le pouvoir ou l'imagination de présenter une solution de rechange globale. Même si des gouvernements nationaux étaient capables de concevoir des solutions de rechange, celles-ci ne pourraient venir à bout des obstacles sans appui international.

Dans son allocution de clôture, Thandika Mkandawire a relevé que les idées avaient manifestement leur importance et que c'était pour cette raison qu'elles étaient contestées. Si l'on peut s'emparer des instruments de la politique par la force brutale, les idées, quant à elles, sont moins faciles à vaincre. La conférence a témoigné de l'abondance des formes que revêtent quotidiennement la lutte et la résistance, à la fois intellectuelles et politiques. Si les milieux de la recherche se heurtent à des limites matérielles, ils semblent cependant, vu leur densité dans le Sud, s'imposer aussi certaines contraintes. A force d'absorber ou de récupérer des idées, le paradigme dominant, représenté par le consensus de Washington, paraît avoir atteint les limites de la cohérence. Il est donc juste de conclure que rien de ce qui est social n'est inévitable.

Programme

Mardi 20 avril 2004

Séance

d'ouverture

- 9h – 9h 15 Allocution d'ouverture — Emma Rothschild
 9h 15 – 9h 30 Discours de bienvenue — Thandika Mkandawire
 9h 30 – 10h Discours liminaire: Développement social et économique: Les incidences du savoir sur les politiques— José Antonio Ocampo

2^{ème} séance **L'apport intellectuel des Nations Unies**

- Présidence — Dharam Ghai
 10h – 11h L'arrivée de nouveaux concepts et de mots à la mode — Andrea Cornwall
 Commentaire — Guy Standing
 Discussion générale
 11h – 11h 30 Pause
 11h 30 – 12h 30 Les Nations Unies dans le domaine économique et social: Histoire des idées — Louis Emmerij
 Commentaire — Deepak Nayyar
 Discussion générale
 12h 30 – 14h Déjeuner

3^{ème} séance **Rapports entre savoir et politiques**

- Présidence — Cynthia Hewitt de Alcántara
 14h – 15h Le rôle du savoir dans l'élaboration des politiques — Kenneth King
 Commentaire — Amina Mama
 Discussion générale
 15h – 16h Savoir et changement de politiques dans les institutions de Bretton Woods — John Toye
 Commentaire — Jomo K.S.
 Discussion générale
 16h – 16h 30 Pause
 16h 30 – 18h Que veulent les responsables politiques?
 Panélistes — Mervat Tallawy, Gus Edgren et Simon Maxwell
 Discussion générale

Mercredi 21 avril 2004

4^{ème} séance **Ecouter le Sud**

- Présidence — Enrique Oteiza
 9h – 10h 30 Relations entre l'ONU et les milieux de la recherche au Sud
 Panélistes — Rehman Sobhan, Marcia Rivera et Adebayo Olukoshi
 Discussion générale
 10h 30 – 11h Pause
 11h – 11h 30 Intégration du savoir, politiques pour le changement social et considérations politiques — Shalmali Guttal
 11h 30 – 12h 45 Universalisme contre régionalisme — Norman Girvan
 Commentaire — Charles Gore
 Discussion générale
 12h 45 – 14h Déjeuner

5^{ème} séance **A la recherche de solutions de rechange**

- Présidence — Thandika Mkandawire
 14h – 15h Rapports entre la recherche et les mouvements militants dans l'élaboration des politiques – Genre et développement: Les leçons à retenir — Gita Sen
 Commentaire — Yakin Ertürk
 Discussion générale

- 15h– 16h Changement de politique sociale: considérations politiques — Bob Deacon
Commentaire— Martín Hopenhayn
Discussion générale
- 16h – 16h 30 Pause
- 16h 30 – 18h Pensée critique ou voie unique?
Panélistes — Elizabeth Jelin, Christian Comeliau et Martin Khor Kok Peng
Discussion générale

Conférenciers et présidents

- M. Christian COMELIAU, professeur honoraire, Institut universitaire d'études du développement, Suisse
- Mme Andrea CORNWALL, chargée de recherche, Institute of Development Studies, Université du Sussex, Royaume-Uni
- M. Bob DEACON, directeur, Globalism and Social Policy Programme, Université de Sheffield, Royaume-Uni
- M. Gus EDGREN, consultant / ancien ambassadeur, Suède
- M. Louis EMMERIJ, codirecteur, Projet d'histoire intellectuelle des Nations Unies, et chargé de recherche principal, City University of New York, Etats-Unis
- Mme Yakin ERTÜRK, professeur, Département de sociologie, Université technique du Moyen-Orient, Turquie
- M. Dharam GHAI, ancien directeur, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Suisse
- M. Norman GIRVAN, chargé de recherches professorales, Institut des relations internationales, Université des Indes occidentales, et ancien secrétaire général, Association des Etats de la Caraïbe, Trinité-et-Tobago
- M. Charles GORE, spécialiste hors classe des affaires économiques, Programme spécial pour les pays les moins avancés et les pays en développement enclavés et insulaires, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Suisse
- Mme Shalmali GUTTAL, membre associé, Focus on the Global South and Chulalongkorn University Social Research Institute, Thaïlande
- Mme Cynthia HEWITT DE ALCANTARA, ancienne directrice adjointe, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Suisse
- M. Martín HOPENHAYN, responsable, Division du développement social, Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Chili
- Mme Elizabeth JELIN, attachée de recherche principale, Consejo Nacional de Investigaciones Cientificas y Tecnicas, Argentine
- M. Martin KHOR KOK PENG, directeur, Third World Network, Malaisie
- M. Kenneth KING, directeur, Centre for African Studies, Université d'Edimbourg, Royaume-Uni
- M. JOMO K.S., chef, Département d'économie appliquée, Université de Malaya, Malaisie
- Mme Amina MAMA, présidente des études de genre, African Gender Institute, Université du Cap, Afrique du Sud
- M. Simon MAXWELL, directeur, Overseas Development Institute, Royaume-Uni
- M. Thandika MKANDAWIRE, directeur, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Suisse
- M. Deepak NAYYAR, vice-président, Université de Delhi, Inde
- M. José Antonio OCAMPO, secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, Organisation des Nations Unies, Etats-Unis
- M. Adebayo OLUKOSHI, secrétaire exécutif, Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique, Sénégal
- M. Enrique OTEIZA, ancien directeur, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Suisse
- Mme Marcia RIVERA, directrice exécutive, Latin American Institute of Education for Development, Porto Rico, Etats-Unis
- Mme Emma ROTHCHILD, directrice, Centre for History and Economics, King's College, Université de Cambridge, Royaume-Uni; présidente du Conseil d'administration, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Suisse
- Mme Gita SEN, professeur titulaire de la chaire Sir Ratan Tata, Centre for Public Policy, Indian Institute of Management, Inde
- M. Rehman SOBHAN, président, Centre for Policy Dialogue, Bangladesh
- M. Guy STANDING, directeur, Programme de sécurité socio-économique, Organisation internationale du Travail, Suisse

Mme Mervat TALLAWY, secrétaire exécutive, Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale, Liban

M. John TOYE, directeur, Centre for the Study of African Economies, Université d'Oxford, Royaume-Uni

Sigles

CAD	Comité d'aide au développement
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
DSRP	document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
FMI	Fonds monétaire international
IBW	institutions de Bretton Woods
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODM	Objectif de développement pour le Millénaire
OIT	Organisation internationale du Travail
ONG	organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PHINU	Projet d'histoire intellectuelle des Nations Unies
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNRISD	Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social
WIDER	Institut mondial pour la recherche sur l'économie du développement



L'**Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social (UNRISD)** est une institution autonome qui entreprend des recherches multidisciplinaires sur les dimensions sociales de problèmes contemporains du développement. L'Institut est guidé, dans son travail, par la conviction qu'il est indispensable, pour définir des politiques efficaces de développement, de bien comprendre le contexte social et politique. L'Institut tente donc de donner aux gouvernements, aux organismes de développement, aux organisations de base et aux universitaires, les moyens de mieux comprendre comment les processus et les politiques de développement, que modifient la situation économique et sociale et l'environnement, affectent divers groupes sociaux. Travaillant par l'intermédiaire d'un vaste réseau de centres nationaux de recherche, l'UNRISD vise à encourager une recherche originale et à renforcer la capacité de recherche des pays en développement.

Le programme de recherche de l'UNRISD s'organise autour de cinq domaines: Politique sociale et développement; Démocratie, gouvernance et droits de l'homme; Identités, conflit et cohésion; Société civile et mouvements sociaux; et Technologie, entreprise et société.

Pour obtenir une liste des publications de l'Institut, veuillez prendre contact avec son Centre de référence. Courrier: UNRISD, Centre de référence, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10, Suisse; Tél: +41 (0)22 9173020; Fax: +41 (0)22 9170650; info@unrisd.org; www.unrisd.org.

L'UNRISD remercie les gouvernements du Danemark, de Finlande, du Mexique, de Norvège, du Royaume-Uni, de Suède et de Suisse qui, en assurant le financement de son budget général, ont financé cette conférence.

Ce numéro des *Conference Infos* a été rédigé par Deborah Eade et Peter Utting, avec l'aide d'Anita Tombez.

Copyright © United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD).

Ce document est la traduction en français de la publication de l'UNRISD *Social Knowledge and International Policy Making: Exploring the Linkages* (Conference News, UNRISD/CN14/04/2, October 2004). La version française n'est pas une publication formelle de l'UNRISD.